



Bastia, u 22 d'aprile di u 2020

*Scagnu di u Presidente*

## Cumunicatu di stampa

---

### Suite à la rencontre avec le Premier ministre

Les élus de la Corse ont rencontré le Premier ministre cet après-midi, en visioconférence.

Alors que l'épidémie de Covid-19 est responsable du décès de 62 personnes en Corse et que de nombreux aspects de la maladie demeurent inconnus, le début du déconfinement a été annoncé par le Président de la République pour le 11 mai prochain.

### Connaitre la situation épidémiologique

Soucieux de faire prévaloir la santé des Corses sur toute autre considération, nous avons demandé la mise en place d'une étude épidémiologique visant à estimer le taux des personnes ayant contracté le Covid-19 en Corse. Elle constituerait la première étape dans l'élaboration de scénarios de déconfinement adaptés à la Corse. En proposant le modèle épidémiologique le plus approprié à la réalité du terrain, elle permettrait ainsi d'éclairer nos décisions politiques et d'assurer l'acceptabilité sociale de mesures conduisant au retour très progressif à une vie normale en Corse.

### Définir la stratégie et piloter l'allègement progressif du déconfinement depuis la Corse

Aussi, nous avons fait part de notre volonté de piloter l'allègement des mesures de confinement au plus près du terrain, afin d'adapter les mesures aux réalités de notre île et de ses territoires. Si aucune annonce concernant les tests ou les stocks de masques disponibles n'a été faite, l'Académie de médecine préconisait aujourd'hui même le port du masque pour tous. En ce qui nous concerne, les tests et les masques constituent deux conditions sine qua non à une sortie sécurisée du confinement. Ainsi, en l'absence de la réalisation de ces conditions, nous considérons que la réouverture des écoles et des crèches le 11 mai représente un risque inacceptable pour les Corses.

### Expérimentation de l'essai clinique Coverage

Du point de vue du traitement, suite à la demande formulée par des médecins corses, notre île pourra intégrer l'essai clinique Coverage mené par le CHU de Bordeaux. Celui-ci vise à déterminer l'efficacité de quatre traitements parmi lesquels l'hydroxychloroquine, administrée dès les premiers symptômes de la maladie. Toutefois, cette expérimentation ne correspond pas à ce qui avait été demandé par les médecins, les scientifiques et les élus de la Corse qui ont cosigné une déclaration unanime en ce

sens le 27 mars dernier, à savoir l'association de l'hydroxychloroquine associée à l'azithromicine.

### **Pour un statut fiscal et social et une relance verte**

Concernant les mesures économiques, la situation particulière de l'île liée à la très forte saisonnalité de son activité et au poids du tourisme, risque d'exposer la plupart des entreprises à une longue période d'inactivité sans entrée de trésorerie. En ce qui les concerne, si les mesures actuelles ont pu répondre partiellement à l'urgence de la situation, la proposition d'utiliser le PEI pour sauver et relancer l'économie corse ne saurait nous satisfaire. En effet, le PEI a pour vocation de rattraper le retard structurel existant acté par la loi du 22 janvier 2002. L'Etat présente comme une avancée l'octroi de fonds déjà dus et attribués à la Corse. D'autre part, la somme annoncée de 148 M d'€ ne pourra en aucun cas pallier les conséquences économiques et sociales de la crise du COVID.

À cet égard, un plan ambitieux pour une relance verte doit être imaginé par les Corses. S'agissant de transformer notre économie, en prenant le virage de l'écologie et du développement durable, il devra reposer sur un statut fiscal et social ainsi qu'un revenu universel afin de protéger les familles les plus fragiles.